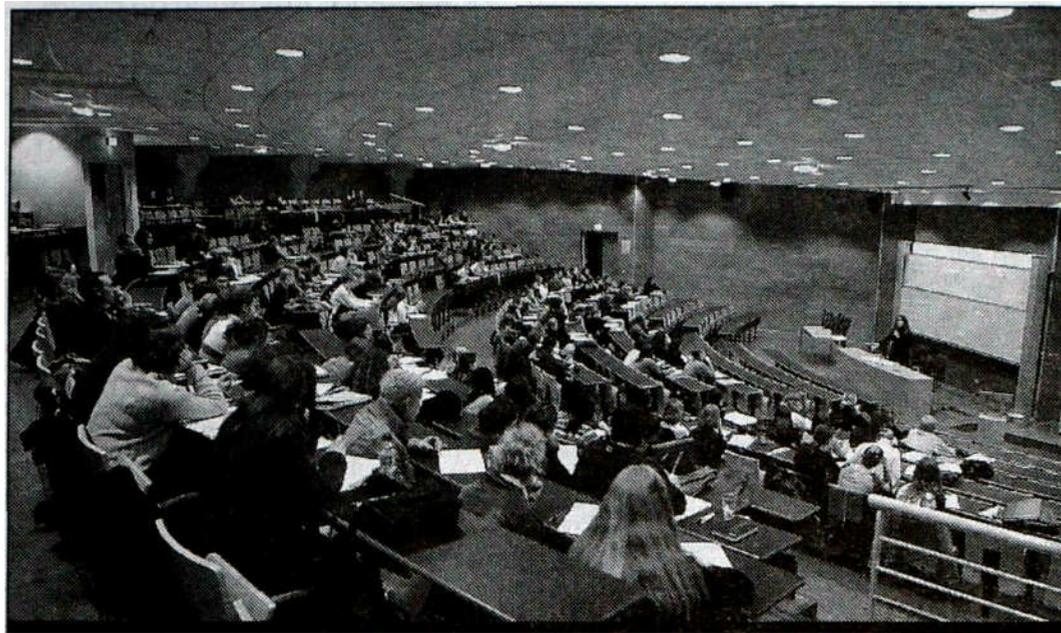


# Le ton monte dans les facs

UNIVERSITE. Postes en moins à Rouen et au Havre, réformes « précipitées ». Les enseignants se mobilisent.

« *Le gouvernement veut mettre en place des pôles d'excellence et nous, nous sommes pour l'excellence pour tous et partout* ». La formule de Pierre Thorez, responsable du SNES-SUP et professeur élu au Conseil d'administration de l'université du Havre résume l'état d'esprit qui prévaut depuis quelques semaines dans les universités de la région. Selon un nouveau mode de calcul du ministère de l'Enseignement supérieur que contestent enseignants et personnels, neuf postes doivent être supprimés d'ici trois ans à l'université du Havre dont cinq pour 2009. A Rouen, la perte sera de 18 postes dont huit dès cette année. « *C'est en totale contradiction avec le discours du gouvernement pour lequel l'enseignement supérieur et la recherche seraient des priorités nationales* » relève Jean-Paul Dupont. Comme l'ensemble de ses collègues, le doyen de la faculté des sciences et techniques de Rouen réclame « *un véritable réajustement des moyens tant humains que nationaux et européens afin que l'université de Rouen préserve son rang actuel qui la situe dans le premier quart des universités nationales et européennes* ». Les universités haut normandes ne sont pas isolées dans leur mobilisation. Dans tout le Grand



Les universitaires devraient être très mobilisés le 29 janvier

Ouest - Caen, Rennes et Brest perdent également des postes -le ton monte. « *Le mécontentement de la communauté universitaire est profond et général et qu'on ne nous parle pas de gauche ou de droite. Des gens de tous bords considèrent que l'université est menacée* » souligne Pierre Thorez.

## Journée d'action le 29 janvier

Au problème des postes supprimés, s'ajoutent deux autres sujets de blocage. « *Construire en trois mois des masters de formation pour les professeurs des écoles, collèges et lycées qui conditionnent l'avenir de la jeunesse ne nous permet pas de produire un travail réfléchi, concerté et de qualité* » ajoute Jean-Paul Dupont.

Les universitaires réclament un moratoire d'un an « *pour construire un projet sérieux* ». Ils s'inquiètent par ailleurs de la réforme du statut des enseignants-chercheurs. Dans le cadre de la mise en place de la loi sur l'autonomie des universités, ils redoutent de voir compromis « *le caractère national de la profession* » et dénoncent « *un risque d'accroissement des différences de fonctionnement entre les universités* ». Autant de raisons pour une forte mobilisation lors de la journée nationale d'action Public/Privé du 29 janvier. Et à l'initiative de la coordination nationale des universités, le mouvement pourrait se poursuivre.

(source Havre Libre, 26 Janvier)

CHRISTOPHE PRETEUX